

Jean-Pierre SUEUR*

J'ai écouté les précédents intervenants avec beaucoup d'intérêt.

1. François Ascher a d'abord posé la question de nos structures et de notre organisation. Je crois effectivement qu'il est nécessaire de faire un deuxième acte de la décentralisation qui soit clair, net et précis.

Pour ce qui est des agglomérations, il est vrai que l'intercommunalité s'est beaucoup développée et cela pour une raison très simple : d'abord parce qu'il y a 36 700 communes et ensuite parce que celui qui va supprimer les communes n'est pas encore né. Cela fait deux siècles que nous les portons dans notre cœur républicain, la République française est née pour une bonne part dans les communes. On a beau plaider pour une fusion de communes, les résultats sont minces. Puisque c'est ainsi, on s'est dit que la seule façon d'avancer, c'était de jouer la carte de l'intercommunalité, mais une intercommunalité au service d'un territoire. Je crois qu'il faut partir de l'agglomération et je suis un peu étonné de voir, quelquefois, deux ou trois intercommunalités dans une même agglomération. Il ne m'échappe pas que des considérations politiques prévalent alors ; cela étant, l'essentiel c'est l'agglomération. On demande aujourd'hui aux agglomérations de faire de plus en plus de choses et il n'est pas de domaines dans lesquels elles ne doivent intervenir : les transports, l'économie, l'aménagement, l'urbanisme, le logement. Si on donne tant de pouvoirs et de compétences à l'agglomération, alors il faut qu'elle existe et qu'elle existe dans la démocratie. Il faut donc qu'elle soit une collectivité pleine et entière avec élection au suffrage universel. Je crois que c'est une grande révolution que nous devons faire maintenant. C'est le moment car, en dix années, les choses ont beaucoup changé.

*Ancien ministre, maire d'Orléans, président de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF)

Dans l'espace rural ou l'espace des moyennes et petites communes, on voit bien qu'il ne peut y avoir de développement économique sans espaces structurés. Ce n'est pas avec une poussière de communes que l'on fait du développement économique. Donc, là encore, le territoire est en premier plan et il faut l'organiser dans toute la France. C'est d'ailleurs en train de se faire puisqu'il y a aujourd'hui seize communautés de communes et des espaces de développement structurés. Il leur faut aussi une légitimité démocratique. Voilà deux grandes réformes qui sont devant nous mais qu'il faut faire rapidement.

Tout cela a, bien entendu, des conséquences à d'autres niveaux.

- Le rapport entre l'intercommunalité et la commune en termes de complémentarité, d'articulation doit être repensé, étant entendu qu'il ne faut surtout pas que l'intercommunalité soit une rondelle de plus, une tranche supplémentaire.

- Les régions doivent être renforcées.

- Quant au département, on a souvent parlé de la question de son avenir. En ce qui me concerne, je ne pense pas qu'il faille supprimer le département dans l'état actuel des choses. En revanche, je crois que l'on ne peut pas dire que pour les départements nous n'avons qu'une seule solution à proposer : le *statu quo*.

Ceux qui disent cela sont les fossoyeurs des départements ; si on veut défendre le département, il faut le réformer et cela en prenant en considération le fait que l'intercommunalité et les structures d'agglomérations changent tout, et qu'on ne peut pas avoir un département sur une base cantonale alors que la vie du pays va s'organiser autour de communautés, qu'elles soient rurales ou urbaines. Il faut donc organiser, articuler le département et la région par rapport à ces réalités-là ; autrement dit, il y a là quelques mutations à faire. On voit bien qu'elles sont possibles, à condition qu'il y ait une très forte volonté politique et je dirais qu'elle peut passer dans différentes sphères de l'opinion et des convictions politiques.

2. François Ascher a également abordé la question de l'urbanisme et de la ville. Je dirais rapidement que la ville des cinquante dernières années, ou plutôt le changement urbain des cinquante dernières années a été à mon sens constitué par trois phénomènes concomitants et profondément liés les uns aux autres : la grande industrie, les grandes surfaces et les grands ensembles. Ce n'est pas du tout un hasard si on a fait les grandes surfaces en même temps que les grands ensembles. Or, ces trois systèmes-là sont en crise, en difficulté ou plutôt en devenir, et la question est de savoir comment nous allons gérer cela. On voit bien que la

grande industrie change, et qu'aujourd'hui on est dans une civilisation d'une nouvelle industrie, d'un nouveau rapport à l'entreprise et face à de nouvelles entreprises qui ont pour faculté de pouvoir très facilement se délocaliser, ce qui est une chance formidable pour l'aménagement du territoire. S'il fallait se regrouper, s'il fallait des mégapoles, c'est parce l'industrie fonctionnait avec une main-d'œuvre très importante concentrée dans les mêmes endroits ; aujourd'hui, cela n'est plus vrai. Quant aux grands ensembles, toutes les semaines, on peut assister à des démolitions, donc on sait que ce système a atteint ses limites, mais reste à savoir ce qu'on va faire à la place. La grande surface, type hangar, bloc, cube, tôles ondulées avec une uniformité désolante dans toute la France, les mêmes enseignes et les mêmes pseudo-architectures, qui sont d'ailleurs souvent des non architectures partout, cela aussi, je crois et j'espère que c'est terminé. Je pense que pour améliorer la performance de nos territoires, il faut jouer la carte de la qualité dans ces trois domaines, mais la qualité du XXI^e siècle ne va pas voir le retour de la PME de grand-papa, ni de la maison individuelle avec thuyas, ni de l'épicerie. Autrement dit, il nous faut vivre la révolution urbaine et pour cela penser aux utopies urbaines que nous voulons. Or, sur ce point, je suis désolé de voir que dans ce pays on y réfléchit trop peu. Je rêve qu'on lance quelques centaines de concours d'urbanisme pour imaginer les espaces du futur et surtout ne plus les imaginer comme la ville en *patchworks* dont nous héritons, c'est-à-dire une ville faite d'espaces monofonctionnels juxtaposés. Il faut imaginer une ville polycentrique, une ville jouant beaucoup sur les nouvelles mobilités et une ville où l'on va organiser les emplois du futur avec l'habitat du futur et avec les commerces du futur qui auront des formes tout à fait modernes et tout à fait différentes de ce que nous connaissons aujourd'hui. Donc, la vraie question, c'est la nouvelle urbanité, c'est aussi le nouveau vivre ensemble, et à cet égard je considère que nous manquons quelquefois considérablement d'ambition.

3. Enfin, j'ai été frappé par ce qu'ont dit Dominique Lorrain et Jean-François Copé. On peut faire la critique du zonage, je l'ai faite moi-même, nous sommes nombreux à l'avoir faite, et il est vrai que notre pays comprend 3 200 sortes de zones. Mais je crois que l'erreur vient de l'excès du zonage et ça vaut aussi pour les zones franches d'ailleurs. Dès lors qu'on zone, on stigmatise : si l'on regarde la vérité des choses, il y a un certain nombre de quartiers dans lesquels, rien qu'en les voyant, on sait qu'on ne va pas y habiter, et cela tout le monde le sait. Pour y remédier, ce qu'on peut faire de mieux, c'est non pas de les refaire sur place

mais de les refaire dans un mouvement de renouvellement urbain global qui va concerner à la fois l'ancien, les faubourgs, les nouvelles périphéries, la nouvelle urbanité avec toutes ses dimensions. Je crois que c'est un formidable projet. Le budget alloué par l'État est important, c'est vrai, ce sont des dizaines de milliards, mais c'est à nous de bien les utiliser, et quand je dis à nous, c'est à nous collectivement, sans qu'il soit forcément besoin d'une lettre en recommandant l'usage. Il ne faut pas que l'on soit dans ces rapports-là avec l'État. Je suis d'accord sur le contrat dont a parlé Jean-François Copé, mais à condition que le contrat porte sur les grandes masses, à condition qu'on nous laisse faire et qu'on se mette d'accord sur les grandes lignes, les grandes orientations pour les dix ans, les vingt ans qui viennent, sur une programmation d'ensemble, et puis que pour le reste, chacun fasse son travail. Il faut la séparation des pouvoirs, comme disait Montesquieu, et non pas la confusion des pouvoirs à laquelle nous arrivons trop souvent. Enfin, un dernier mot pour M. Lorrain qui a parlé de la bureaucratie, et c'est vrai que c'est très important : à chaque fois que l'on parle de la bureaucratie, chacun est contre, mais tout le monde a une sympathie très grande lorsqu'il s'agit de la supprimer ou de la réduire. En fait, si on ne veut pas que ce soit simplement des paroles, il faut mener des actions très concrètes. Je tiens à votre disposition, avec l'AMGVF, une réforme complète par exemple des déclarations d'utilité publique ; elles fonctionnent de manière archaïque et bloquent un très grand nombre de projets. Je crois qu'il y a aussi beaucoup à faire par rapport au Code des marchés publics, par rapport au contrôle de légalité : aujourd'hui, il y a sept millions d'actes par an qui sont redevables du contrôle de légalité exercé par les préfets. On peut changer beaucoup de choses, mais à condition que cela passe par des dispositions concrètes et pas seulement par des discours généraux. De la même manière, je crois qu'il est très important, sur le plan économique, d'arriver à avoir des circuits courts. Dans le Loiret, région Centre, nous avons mis en place des dispositifs économiques qui s'apparentent aux guichets uniques : nous gérons entre les collectivités un certain nombre de choses de telle manière que le chef d'entreprise qui arrive n'ait pas à aller à trois adresses, la quatrième étant souvent celle de l'intercommunalité, ce qui est un parcours du combattant impossible. Il ne faut pas leur imposer cela aux chefs d'entreprise ; il faut qu'on soit d'accord, qu'il y ait des systèmes qui marchent bien, qu'on soit rodés et qu'il y ait des services de développement où les investisseurs, les cadres des entreprises puissent trouver les réponses à leurs questions, qu'elles soient économiques, foncières, liées au droit du sol ou aux aides économiques, et liées aussi aux

questions toutes simples de l'emploi, de l'école, etc. Pour répondre à toutes ces questions, nous devons avoir des systèmes très performants. Nous avons réussi à avoir un certain développement économique dans notre territoire parce que nous nous sommes posé ces questions-là et que nous avons essayé d'apporter des réponses. C'est ainsi que lors de l'inauguration d'une entreprise qui est venue dans le centre ancien de la ville, j'ai pu dire qu'entre le premier coup de téléphone et l'ouverture de l'entreprise avec tous ses salariés, dans des locaux complètement rénovés, il s'était passé sept mois. Nous y tenons beaucoup parce que nous devons être efficaces.

Je ne pense pas que les maires soient des personnages descendants et étatiques. Il y a aujourd'hui, en France une pression énorme sur les maires, ce qui fait que certains se posent sérieusement la question de se représenter ou non aux élections prochaines. Le maire est un généraliste et non un spécialiste, et c'est très bien, mais le malheur est qu'aujourd'hui les autres fonctions politiques ne sont pas perçues de cette manière. Les gens veulent des élus qui aient les pieds sur terre et qui soient là, et ça je crois que c'est très important. Je crois qu'il ne faut pas enfourcher trop facilement le discours qui oppose les bons élus, les bons associatifs de terrain, et puis les méchants technocrates, les affreux étatiques ... Je ne suis pas d'accord avec ça, et permettez-moi de vous dire que je plaiderai avec une certaine force aussi pour l'État républicain dans ce pays, dont nous n'avons pas à rougir. Nous sommes capables de faire de grandes choses à partir de l'État républicain. Notre problème, ce n'est pas de dresser la décentralisation contre l'État républicain, c'est que chacun fasse ce qu'il a à faire. Ainsi par exemple, en matière de fiscalité, je crois qu'il faut de la fiscalité locale décidée par les élus locaux ; je suis pour une grande décentralisation, une spécialisation de l'impôt et donc pour une autonomie fiscale des collectivités locales. Je vous tiens ce discours-là, mais à condition qu'immédiatement et avec autant de force, je vous fasse un autre discours qui consiste à dire : l'autonomie fiscale, c'est bien, mais tout dépend des communes, et par conséquent s'il y a des dotations de l'État aux collectivités locales, ce qui est essentiel, c'est qu'une part importante serve à de la péréquation. L'État est là pour mettre en œuvre des mécanismes qui partent de la réalité selon laquelle les charges des collectivités n'ont aucun rapport avec leurs ressources. En fait, je pense que tout le problème c'est finalement l'articulation entre la décentralisation et l'État républicain.